CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

12 - 07 - 2000
matin

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMUNICATIONS	5
PROJET ET PROPOSITION DE LOI	
– Dispositions sociales, budgétaires et diverses (n ^{os} 756/1 à 12)	
Discussion générale	
<i>Orateurs</i> : Jean-Marc Delizée et Zoé Genot , rapporteurs	5
RAPPEL AU RÈGLEMENT	5
Discussion générale (continuation)	
<i>Orateurs</i> : Greta D'Hondt , Jean-Jacques Viseur , Koen Bultinck , Zoé Genot et Filip Anthuenis	5
 ANNEXE	
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	
Commissions – Rapports déposés	13
Interpellations – Demandes	14
Commission parlementaire de concertation – Décisions	14
COUR D'ARBITRAGE	
Arrêts	15
INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ	
Rapport	15
CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Avis	15
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES	
Rapport	16
OBSERVATOIRE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES QUALIFICATIONS	
Publication	16

SÉANCE PLÉNIÈRE

MERCREDI 12 JUILLET 2000

MATIN

PRÉSIDENTE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 10 h 11.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Plusieurs communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au Compte rendu analytique.

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Le **président** : Il est intolérable que, pour une discussion d'une telle importance, la Chambre doive attendre qu'un membre du gouvernement arrive.

PROJET ET PROPOSITION DE LOI

DISPOSITIONS SOCIALES, BUDGÉTAIRES ET DIVERSES

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, n°s 756/1 à 16, et de la proposition de loi de Mme Greta D'Hondt modifiant la réglementation relative aux prestations familiales garanties, en ce qui concerne l'enfant bénéficiaire auquel est octroyé le minimum de moyens d'existence, n° 768/1.

Discussion générale

Le **président** : La discussion générale est ouverte.

Il est intolérable que, pour une discussion d'une telle importance, la Chambre doive attendre qu'un membre du gouvernement arrive.

M. **Jean-Marc Delizée** (rapporteur) : À l'aube d'un marathon parlementaire, il me paraît sage de me référer au rapport écrit relatif aux travaux menés en commission des Affaires sociales et que j'ai rédigé avec Mme Zoé Genot.

Mme **Zoé Genot**, rapporteuse : Je renvoie, moi aussi, au rapport écrit.

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : On nous demande de débattre sérieusement de cette proposition et de ce projet de loi au cours des prochains jours. Le renvoi au rapport écrit est inadmissible. Les observations devaient être transmises hier midi au plus tard et le rapport définitif ne nous est parvenu que ce matin. En l'absence de rapport oral, je serais contrainte de demander la suspension de la séance, afin de pouvoir vérifier si les dernières modifications ont été apportées.

Le **président** : Je ne puis obliger le rapporteur à présenter son rapport oralement.

Mme **Trees Pieters** (CVP) : Je désapprouve cette procédure. Nous avons droit à un rapport oral. Il est inconcevable que les rapporteurs se réfèrent au rapport écrit.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : Je dénonce cette manière de procéder. Ayant dû attendre ce matin pour recevoir le rapport définitif, je demande la suspension de la séance.

M. **Luc Goutry** (CVP) : Je soutiens cette proposition qui nous permettra de fournir un travail digne de ce nom.

Mme **Annemie Van de Casteele** (VU-ID) : Je me jouis aux remarques qui viennent d'être formulées. Comme je n'ai même pas reçu de projet de rapport, je n'ai pu vérifier si mes propos ont été reproduits fidèlement. Le rythme élevé des travaux empêche de faire du bon travail.

M. **Joos Wauters** (Agalev-Écolo) : En tant que président de la commission, j'ai demandé aux services de transmettre le projet de rapport dans les plus brefs délais. J'ai moi-même reçu le rapport définitif, hier, et je pensais donc que tout s'était passé correctement. Les membres de la commission n'ont d'ailleurs pas demandé de lecture.

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Je demande une suspension de séance d'une heure pour nous permettre de vérifier le rapport. Un rapport oral valable aurait également pris trois quarts d'heure.

Le **président** : Le rapport a été envoyé lundi soir. Il est arrivé ce matin. La commission a consacré cinq réunions au rapport. Les deux rapporteurs peuvent-ils m'assurer que les modifications apportées au projet par la commission des Affaires sociales ont bien été reprises dans le rapport ?

M. **Jean Marc Delizée** (*rapporteur*) : Je fais confiance aux services de la Chambre à ce sujet.

M. **Zoé Genot** (*rapporteuse*) : J'ai relu les épreuves lundi. Les interventions les plus importantes ont été reprises correctement au rapport.

Le **président** : J'estime qu'il est légitime que les membres souhaitent compulser les rapports. Je suspends donc la séance pendant un quart d'heure.

– *La séance est suspendue à 10h22.*

– *Elle est reprise à 10h37.*

M. **Joos Wauters** (Agalev-Écolo) : Le service des expéditions et le secrétariat de la commission m'ont confirmé que les documents avaient été envoyés par express, vendredi soir, au membres de la commission des Affaires sociales. Cela vaut, par ailleurs, aussi pour les épreuves du rapport des travaux en commission de la Santé publique. Les observations devaient être transmises lundi avant 10 heures et le rapport définitif était disponible hier matin. Les services ont fourni un bon travail et ne méritent pas d'être montrés du doigt.

Mme **Annemie Van de Casteele** (VU-ID) : Je n'ai jamais eu l'intention de critiquer les services. Si je me suis mal exprimée à cet égard, je tiens à m'en excuser. Les services fournissent, d'ailleurs, toujours un excellent travail. Le problème pourrait aussi se situer à la Poste.

M. **Luc Goutry** (CVP) : Il n'est pas question d'adresser des reproches à l'un ou l'autre service. Mais nous voulons faire de bon travail parlementaire alors que nous devons discuter à la hâte un projet important. On ne nous permet pas de travailler sérieusement.

M. **Jean-Pol Poncelet** (PSC) : Il ne s'agit nullement d'adresser des reproches. Le problème est que nous sommes là pour discuter d'un projet de 242 articles que le gouvernement qualifie de prioritaire. Or, nous devons bien le constater, le rapport n'a été distribué que ce matin. Comment voulez-vous que les membres qui ne sont pas membres des commissions concernées puissent travailler convenablement si les rapporteurs refusent, en outre, de s'exprimer.

Le **président** : Il est vrai que les membres de la Chambre n'ont reçu ce rapport que très tard. Je le regrette. Mais ceux qui sont spécialement concernés par ces matières ont reçu les textes à examiner dès vendredi par express.

Discussion générale (continuation)

Le **président** : Nous reprenons la discussion générale du projet de loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, n°s 756/1 à 12, et de la proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant la réglementation relative aux prestations familiales garanties, en ce qui concerne l'enfant bénéficiaire auquel est octroyé le minimum de moyens d'existence, n° 768/1.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : En réagissant à la manière dont le rapport a été rédigé et communiqué, nous n'avons pas voulu prendre à partie les services de la Chambre, qui ont accompli un véritable tour de force, pour que nous puissions déjà disposer d'un projet de rapport samedi matin, et qui nous ont ainsi permis de

formuler nos remarques avant lundi matin, 10 heures. Il semble donc logique que nous n'ayons pu disposer du rapport définitif que ce matin.

Cela n'ôte rien à nos critiques. J'avais transmis deux pages et demie d'observations. Les ministres ont sans doute fait de même. Je ne critique pas les services mais seulement la manière dont les travaux se déroulent à la Chambre.

Ce rapport n'est pas ce que les membres de la commission des Affaires sociales ont fait de mieux, mais il devrait fournir aux membres qui n'y étaient pas présents un aperçu des travaux de la commission. Le président de la Chambre avait exprimé son intention de revaloriser les travaux parlementaires. Or, il ne s'y emploie pas. Il ne contribue donc pas à la nouvelle culture politique. Comme je respecte les prérogatives du Parlement, je donnerai moi-même lecture du rapport.

(Mme Greta D'Hondt lit l'exposé introductif que la ministre Onkelinx a présenté en commission d'après le rapport, doc. n° 756/15, jusqu'à la page 11.)

Je regrette de ne pas avoir le temps de vous donner lecture de l'exposé introductif du ministre Vandebroucke, qui est encore plus passionnant...

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : En effet, l'exposé du rapport n'est pas destiné aux membres de la commission, mais bien aux autres parlementaires, et ne pas exposer le rapport revient à traiter les parlementaires avec mépris.

Il est hors de question, pour nous, de faire l'économie de l'exposé oral du rapport.

(M. Jean-Jacques Viseur lit l'exposé introductif donné en commission par le ministre Vandebroucke d'après le rapport, doc. n° 756/15, p. 12-16).

– *Présidence* : **M. Paul Tant**.

M. Danny Pieters (VU-ID) : Il est scandaleux que nous perdions notre temps à donner lecture de textes. La faute en incombe, en partie, au gouvernement qui veut imposer ces textes à la cravache, mais aussi au refus de nous accorder une suspension, il y a une heure, ainsi qu'à l'absence de volonté de certains ministres de mener un réel débat.

C'est l'opinion de Mme D'Hondt et de M. Viseur qui m'intéresse, et non leur capacité à lire un texte à voix haute. Cette situation n'est pas digne du Parlement, qui ne mérite plus sa qualité de représentant de la Nation. La coupe est pleine. Je demande, dès lors, une suspension de séance.

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : Les deux rapporteurs ne sont pas en mesure de faire rapport. Cela va à l'encontre de notre système. Si les rapporteurs avaient fait leur travail, tout ceci ne serait pas arrivé.

Le fonctionnement de notre Parlement ne peut être remis en question.

Le rapport est assumé par les deux rapporteurs. Si nous acceptons ce précédent pour des projets de cette importance, on traite par-dessus la jambe nos collègues et il y a un manquement aux règles démocratiques.

M. Jean-Marc Delizée, rapporteur : Une partie de l'opposition a choisi une stratégie dans ce débat. Je regrette cette parodie de lecture du rapport. C'est un peu ridicule et je partage à ce sujet le point de vue de M. Danny Pieters.

J'invite M. Viseur à vérifier si, au cours des précédents législatures, il n'a jamais été fait référence à des rapports écrits, même pour des lois-programme.

Les rapporteurs ne sont pas responsables des dates d'envoi et de réception des rapports.

Soit les intervenants doivent vérifier que les ajouts sont intégrés, soit les membres de l'opposition exigent une lecture intégrale. Soyez rassuré, je suis capable de présenter un rapport. Mais nous avons fait le choix, Mme Genot et moi-même, de nous référer à un rapport écrit, bien fait et clair. M. Pieters a raison. La procédure suivie, ici, par certains est ridicule.

M. Danny Pieters (VU-ID) : Le message est passé, Monsieur Viseur. Passons maintenant à notre travail. C'est pour cela que nous sommes ici.

Mme Greta D'Hondt (CVP) : La plupart des membres présents en séance plénière étaient également présents en commission, où l'attitude constructive adoptée par l'opposition a permis d'avancer rapidement. Nous étions prêts à entamer un débat sérieux en commission, à la condition qu'un rapport digne de ce nom nous soit présenté. Ayant moi-même été rapporteur sous la législature précédente, je comprends parfaitement la difficulté que représente, pour les rapporteurs, l'obligation de rédiger un rapport en un si court laps de temps. Mais j'ai toujours fait l'effort de présenter le meilleur rapport oral possible.

Nos travaux auraient dû être organisés autrement. Que nous n'ayons pas demandé de seconde lecture en commission témoigne de notre refus de nous livrer à la moindre manoeuvre dilatoire. Avec M. Pieters, je demande une suspension de séance, pour que nous puissions

reprendre nos débats, cet après-midi, dans un climat plus serein.

Le président : Je remplace en ce moment le président, M. De Croo, avec qui j'ai conclu un accord à propos des travaux de ce matin. Conformément à cet accord, nos collègues MM. Bultinck et Anthuenis et Mme Genot doivent encore prendre la parole, avant la suspension de la mi-journée.

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : Un rapporteur ne renvoie à son rapport écrit que pour des projets limités. Il est dangereux de réduire à néant cette fonction importante qu'est celle de rapporteur, garant de la qualité des débats. Les services ont fait tout ce qu'ils pouvaient. Au-delà de cela, il y avait la question, primordiale, du rôle du rapporteur.

Je trouve qu'à l'intérieur de la commission, les débats ont été riches et intéressants. Il n'y a jamais eu de politique de retardement. Le ministre des Affaires sociales et des Pensions est ici. C'est le seul nombre du gouvernement qui ait jugé utile d'assister à notre débat.

Il s'agit, ici, d'un problème spécifique à l'assemblée. Il n'est nullement ridicule qu'elle prenne conscience que les règles de procédure sont essentielles car ces règles protègent le faible contre le fort. Ici, le faible est celui qui n'a pas participé aux débats de commission.

Nous n'avons pas demandé la seconde lecture en commission. Nous ne vous demandions pas un rapport de deux heures, mais une synthèse bien faite. Nous regrettons qu'en raison de cette carence, nous ayons dû passer notre temps à faire le travail des rapporteurs.

M. Jean-Marc Delizée, rapporteur : C'est un choix que vous avez fait et il est contestable.

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : À partir du moment où un Parlement se brime lui-même, la démocratie est en danger. (*Applaudissements sur les bancs du PSC*)

M. Koen Bultinck (VL. BLOK) : Je voudrais formuler ici une série d'observations sur le contenu de ces textes. Cette loi-programme comporte, une fois de plus, un méli-mélo de tout ce que le gouvernement voulait voir rapidement réglé, nonobstant toutes les déclarations concernant la nouvelle culture politique. L'arrogance dont ce gouvernement fait preuve n'a pas varié. Le ministre Vandembroucke a bien admis ne pas être favorable à la technique de la loi-programme, mais il n'en a pas été tenu compte dans le rapport.

Le premier chapitre comporte des mesures relatives aux pensions du secteur public. Le majoration des pensions

annoncée pour ceux qui continuent à travailler après 60 ans me semble être un énième cadeau promis au cours de cette période préélectorale. Nous comprenons, dès lors, sans peine la frustration que doit ressentir la majorité précédente, qui constate que ce gouvernement jette à nouveau l'argent par les fenêtres.

En ce qui concerne l'âge de la pension, les réalisations de ce gouvernement ne sont pas légion. L'octroi d'un bonus à ceux qui continueront à travailler après 60 ans est un élément positif, mais il ne faut pas que cette mesure induise de nouvelles discriminations. Par ailleurs, les mesures prises par le ministre Vandebossche ont également des répercussions sur le personnel des Communautés et des Régions. Une concertation aurait, par conséquent, été souhaitable. Nous aurions d'ailleurs préféré que le ministre dépose un projet de loi en ce qui concerne ses propositions en matière de pensions au lieu de les noyer dans une loi-programme. Ses propositions sont, de surcroît, très confuses. Le ministre Vande Lanotte a prévu le Fonds de vieillissement et, parallèlement, il y a la proposition concernant le deuxième pilier pour les pensions. Toute cela manque singulièrement de clarté. Le gouvernement soutiendra le régime sectoriel de pension complémentaire. C'est une attitude positive parce que c'est un régime qui fonctionne surtout sur base d'un système de capitalisation plutôt que sur base d'un système de répartition.

Quelques articles de cette loi-programme traitent également de la question des pensions, ce qui n'est pas bénéfique pour la discussion globale. Notre demande de mener un débat général n'entame nullement notre volonté de défédéraliser la sécurité sociale.

Parallèlement, le gouvernement souhaite rendre la retraite anticipée pour les enseignants moins attrayante, sans prévoir une quelconque compensation ni tenir compte du fait qu'à notre époque, les enseignants sont lourdement mis à contribution. Il a fallu attendre que cette décision soit prise pour qu'un groupe de travail regroupant les ministères fédéraux et communautaires compétents soit mis sur pied. Ces mesures ne sont pas de nature à susciter des vocations. Des données de l'OCDE démontrent que la rémunération des enseignants de notre pays se situe sous la moyenne des autres pays de l'OCDE mais qu'en outre, les enseignants flamands gagnent environ 15.000 francs de moins que leurs collègues francophones.

Désormais, on prive ces enseignants du droit de partir à la retraite anticipée. Comment les Verts vont-ils réagir face à cette disposition ? Les propositions initiales ont certes été atténuées, puisqu'il est stipulé que certaines professions pouvaient être considérées comme des fonctions contraignantes. Cette décision dépend néan-

moins d'une loi de pouvoirs spéciaux. Le Parlement flamand a brandi la menace d'un conflit de compétence, mais il en a rapidement abandonné l'idée.

Le PS a exigé l'assouplissement des contrôles en matière de chômage. Agalev sait à présent ce que signifient les "compromis à la belge". Je songe notamment à Doel, aux vols de nuit, ...

La première réaction de la VU-ID aux mesures en matière de pensions fut vive mais la concertation avec les Communautés n'a rien donné et les ministres de la VU se sont ralliés aux propositions du ministre Vandembroucke.

Les articles 22 et 23 visent à adapter les pensions des indépendants à l'évolution de la prospérité. Nous estimons que cette mesure est insuffisante et continuons de demander un ajustement des pensions des travailleurs salariés et des indépendants. L'adaptation des articles 24 et 25 relatifs à la retenue injustifiée de la contribution de solidarité de certaines personnes est la conséquence logique de l'arrêt de la Cour d'arbitrage.

Le titre 3 prévoit une procédure plus rapide pour le traitement des demandes introduites auprès du Fonds spécial de solidarité. Il conviendra, sans doute ? d'affiner encore la mesure proposée. Au demeurant, il reste à mener un débat de fond sur le remboursement de certains médicaments et prothèses.

A l'article 40, on brandit la menace d'augmenter la contribution spéciale du secteur pharmaceutique, si celui-ci ne conclut pas d'accord avec le ministre d'ici au 1er octobre 2000.

Le gouvernement se doit effectivement de remédier au fait que l'enveloppe pharmaceutique est constamment dépassée. Toutefois, il doit s'y employer en concertation avec toutes les parties intéressées et, dans ce contexte, les patients doivent, eux aussi, être sensibilisés. Pour ce qui est des allocations familiales, le gouvernement entend bien supprimer les discriminations entre les différentes formes de vie commune. Le CVP n'a pas eu le courage de voter contre ce projet de réforme. Ainsi, il perd toute crédibilité. Pour le Vlaams Blok, la suppression de ces discriminations n'est pas prioritaire à une époque où subsistent des discriminations entre indépendants et salariés. Entre-temps, le gouvernement élabore des propositions pour régler valablement les formes alternatives de vie familiale. Nous estimons qu'il y a des choses plus importantes à réaliser.

Le titre 9 regroupe des dispositions relatives à l'emploi. L'absence de la ministre Onkelinx témoigne, une nouvelle fois, de son arrogance à l'égard de notre assemblée.

Les articles 172 à 174 tendent à conférer le statut de domestique aux jeunes au pair. La législation en la matière avait déjà été modifiée, l'an dernier, pour éviter certains abus. Pour les jeunes au pair, certaines mesures instaurées par le gouvernement, telles que la suppression de la limitation des prestations à 20 heures par semaine ou l'obligation de suivre des cours de langues, produisent des effets négatifs. Par ailleurs, cette matière doit faire l'objet d'une concertation avec les Communautés, compétentes en matière d'échanges culturels.

L'article 175 supprime le système des chèques services, "ancien régime", qui étaient très populaires en Flandre. Ceci explique sans doute cela. Par son plan "Rosetta", la ministre Onkelinx avait déjà témoigné de son absence de compréhension des différences entre la Flandre et la Wallonie.

La ministre a déclaré que les chèques services n'avaient guère permis la création d'emplois, alors qu'elle a elle-même semé la confusion à propos de ce dossier. Nous sommes, quant à nous, résolument opposés à la suppression des chèques services. Le Vlaams Blok votera donc contre cette loi-programme. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Je me limiterai à quelques points. Nous demandons d'abord au gouvernement de ne pas utiliser les lois-programmes pour des projets d'envergure qui nécessitent de véritables débats de société.

Nous sommes d'accord avec l'augmentation du taux d'activité de travailleurs âgés, mais à la condition de l'assortir d'une diminution de la pression sur les 30-45 ans. Le cycle professionnel doit pouvoir être modulé. Nous voulons avoir l'occasion de développer notre vision de cette notion de crédit-temps, que nous voyons comme un droit à utiliser une certaine quantité de temps libre au cours de la carrière professionnelle.

Cette mesure assure une plus juste répartition des revenus et ce nouveau droit s'inscrit dans la philosophie visant à concilier la vie professionnelle et l'épanouissement personnel.

Cette proposition sera déposée pour la rentrée parlementaire.

M. **Jean-Jacques Viseur** (PSC) : La proposition de loi relative au crédit-temps n'est pas à l'ordre du jour, à ma connaissance. Si vous ne négligiez pas votre travail de rapporteur, vous le sauriez.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : En effet, mais la commission a évoqué cette notion et nous voulons défendre notre conception.

Tous n'ont pas accès aux mesures de fin de carrière de manière équitable. Ces dispositions devraient être généralisées, sauf pour les entreprises en difficulté.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : Mme Genot n'estime-t-elle pas qu'il eût été raisonnable d'attendre l'élaboration d'un règlement, également pour le secteur de l'enseignement, avant d'instaurer ce système de crédit-carrière ?

Le premier ministre annonce, pour le début septembre, une note d'orientation visant à remplacer les prépensions par des mesures tendant à faire travailler les salariés plus longtemps. Nous l'avons appris en lisant la presse ce matin. On sait donc déjà ce qui nous attend à l'automne sur le front social.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Sur la prépension, je ne suis pas sûre que vous m'avez bien comprise.

Le crédit-temps pourrait être utilisé en lieu et place de la prépension. Ce serait plus juste.

Mme **Greta d'Hondt** (CVP) : Je veux vous confronter aux paroles du premier ministre, qui entend mettre un terme au système de la prépension, défendu par les écologistes, du moins jusqu'à présent.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Le crédit-temps remplacerait le système des pauses-carrières, de la prépension, des congés pour soins aux personnes malades ou âgées, les congés pour convenance personnelle, etc., mais en aucun cas le chômage, le congé de maternité ou le congé de maladie.

Il devrait concerner les entreprises tant publiques que privées.

Ce serait un droit de tirage obligatoire. Celui qui n'aurait pas pris son crédit-temps serait d'office mis à la prépension.

Actuellement, l'interruption de carrière est surtout utilisée par les femmes (85,9%).

Mme **Greta D'Hont** (CVP) : On votera encore ce week-end à propos de la mise en disponibilité des enseignants. Si je comprends bien Mme Genot, les enseignants seraient d'office mis à la retraite si, pour l'une ou l'autre raison, ils n'avaient épuisé leur crédit carrière de cinq ans. Ce débat promet d'être animé.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Ce système, proposition de la famille écologiste, met sur un pied d'égalité tous les revenus de remplacement.

Les systèmes actuels, si on les cumule, peuvent fournir un financement suffisant.

M. **Jean Jacques Viseur** (PSC) : Nous n'allons pas discuter de cela, alors qu'il n'y a pas un mot là-dessus dans le projet de loi programme. Comme il n'y a pas eu de rapport, nous n'avons malheureusement pas pu savoir ce qu'il en était. Ou bien allons-nous discuter, aujourd'hui, de toutes les propositions relatives aux matières sociales ?

M. **Luc Goutry** (CVP) : En commission, nous nous sommes beaucoup interrogés concernant cette mesure qui influe sur le plan de carrière et s'inscrit dans la conception sociale de la fonction enseignante. Il serait préférable de l'inscrire dans un ensemble de dispositions relatives aux enseignants qui constituent nécessairement une préfiguration de la fonction publique en général.

M. **Frank Vandebroucke**, ministre (*en néerlandais*) : Mme Genot a attiré notre attention sur un élément important dans ce débat. Elle s'est, en effet, interrogée sur la manière dont nous organiserons les carrières dans l'avenir. Le gouvernement n'a pas l'intention de supprimer la prépension. Ce qu'il souhaite, en revanche, c'est encourager l'occupation des personnes d'un certain âge par des mesures d'incitation financière et instaurer des espèces d'emplois de fin de carrière.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : Voilà une déclaration importante. Le ministre des Affaires sociales nous dit, au nom du gouvernement, qu'il n'envisage pas la suppression de la prépension.

M. **Frank Vandebroucke**, ministre (*en néerlandais*) : Nous n'avons nullement l'intention de supprimer le système de la prépension, mais nous voulons instaurer des incitants financiers et qualitatifs pour les travailleurs en bout de parcours, dans les emplois dits "de fin de carrière". Le quotidien de qualité cité par Mme D'Hondt a, en effet, présenté une bonne synthèse de nos intentions.

M. **Jan Peeters** (SP) : Le SP a déjà insisté pour que la mesure concernant le régime de pension dans l'enseignement ne soit pas élargie au régime de pension général des travailleurs salariés. Parallèlement, nous sommes favorables à l'instauration de mesures d'encadrement, dans les emplois dits "de fin de carrière", pour les travailleurs qui décident de continuer à travailler au-delà de l'âge de la retraite.

M. **Joos Wauters** (Agalev-Écolo) : Nous sommes, en effet, favorables à une discussion relative aux carrières. Les déclarations faites par le premier ministre à la presse sont entièrement conformes à celles du ministre Vandebroucke.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : L'idée du crédit-temps ne devait peut-être pas être évoquée ici, mais, du moins, elle a suscité un débat qui va dans la bonne direction.

Quant aux projets et propositions qui sont sur la table, s'il sont positifs, ils sont ponctuels et ne concernent, par exemple, que les fonctionnaires.

M. **Frank Vandebroucke**, ministre (*en français*) : Dans le secteur privé, on vit des situations où les gens sont licenciés. Extrapoler ce qui se passe dans le secteur public au secteur privé ne correspond pas à la réalité. Dans le secteur public, continuer à travailler après soixante ans correspond à un choix qui peut être récompensé par une prime.

Dans le secteur privé, cela reviendrait à accorder une prime à ceux qui ne sont pas licenciés ! On ne peut donc pas extrapoler la situation du secteur public au secteur privé, même si le choix de société est le même : on est hyper-actif jusqu'à 55 ans, puis, tout s'effondre. Cela n'est pas sain. Nous déposerons une note concernant le secteur privé.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Je ne veux pas qu'on applique telles quelles les mesures visant le secteur public ou secteur privé.

Nous avons des doutes sur l'efficacité de la mesure. La mesure concernant les fonctions contraignantes est encore plus discutable. Nous espérons avoir l'occasion de discuter la liste de ces fonctions que vous allez établir.

En ce qui concerne les périodes assimilées, nous espérons que ce sera l'occasion d'évoluer vers le crédit-temps. Il est vrai que nous avons donné au ministre un chèque en blanc, mais ce ne sont pas des pouvoirs spéciaux.

M. **Jean-Jacques Viseur** (PSC) : Définissez alors ce qu'est ce chèque en blanc !

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Il est clair que le ministre devra se concerter avec les communautés et les syndicats. Il ne s'agit donc pas de pouvoirs spéciaux.

Mme **Annemie Van de Casteele** (VU-ID) : Mme Genot s'emmêle les pinces quant au sens de certaines

notions. Le présent arrêté est un arrêté de pleins pouvoirs par lequel le Parlement cède certaines de ses prérogatives au Roi et aux ministres. Cela ne signifie pas qu'à côté de cette délégation de pouvoirs, une concertation ne soit pas nécessaire avec les Communautés et les syndicats. Les écologistes établissent, eux, une distinction entre le présent et le passé, dans la mesure où, manifestement, ils font davantage confiance au gouvernement et sont donc disposés à lui donner un chèque en blanc.

Mme **Zoé Genot** (Écolo-Agalev) : Nous verrons donc ce qui sera fait de ce chèque en blanc et nous espérons que vous y resterez, comme nous, attentifs. (*Applaudissements sur les bancs d'Écolo-Agalev*)

M. **Filip Anthuenis** (VLD) : Ces derniers temps, nous nous sommes beaucoup préoccupés des dispositions relatives aux pensions des enseignants. Ces mesures n'entreront en vigueur qu'en 2010 et s'inscrivent dans le cadre de l'État social actif. Ce gouvernement veut assurer la viabilité de la sécurité sociale et faciliter l'accès au marché du travail. Il faut toutefois se pencher aussi sur le problème des gens qui quittent le marché du travail. Le défi que le gouvernement doit relever consiste à garder plus longtemps au travail les personnes qui ont atteint l'âge de 50 ans. À cet égard, il convient toutefois de tenir compte du syndrome du "burn-out", de la saturation.

M. **Luc Goutry** (CVP) : Le gouvernement affirme qu'il sera possible de maintenir au travail des gens qui avaient décidé de quitter leur emploi en leur accordant de menues indemnités financières.

M. **Filip Anthuenis** (VLD) : Les gens décideront eux-mêmes, mais le gouvernement prévoira les incitants requis.

Ce gouvernement prend, par conséquent, des mesures permettant de maintenir au travail les travailleurs âgés, tout en leur garantissant une situation de travail viable. Je songe à la pension à temps partiel, à l'octroi d'un crédit au cours de la carrière et à l'occupation des travailleurs âgés à d'autres tâches.

Le supplément de pension est un autre élément destiné à maintenir les travailleurs plus âgés au travail.

Je comprends la position du ministre et du gouvernement mais pas celle des syndicats. D'autre part, nous devons veiller à ce que les différents régimes de pensions ne divergent pas trop au fil du temps. Le VLD défend donc les mesures de cette loi-programme relative aux pensions.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : M. Anthuenis pourrait-il me dire quelle est la valeur ajoutée de ces "compléments de pension" ?

M. **Filip Anthuenis** (VLD) : Cela me paraît assez logique. La valeur ajoutée, c'est l'incitant financier.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : Que comptez-vous faire pour motiver les gens à accepter de travailler plus longtemps ? Vos mesures actuelles n'y suffiront pas.

M. **Hans Bonte** (SP) : Quelle est, en définitive, la position du CVP concernant le dossier de la fin de carrière ? Les incitants financiers seuls ne suffiront pas. Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut augmenter le taux d'activité. C'était aussi l'avis de l'ancien premier ministre Dehaene.

M. **Frank Vandebroucke**, ministre (*en néerlandais*) : L'attitude du CVP dans ce dossier est de plus en plus sombre. Il serait grand temps qu'il joue cartes sur table. Notre mesure influera sur la décision des gens qui, à la fin de leur carrière, mettront dans la balance les avantages et les inconvénients qu'il y a pour eux à continuer à travailler. Nous améliorons l'actif du bilan, ce qui ne restera certainement pas sans effet.

M. **Luc Goutry** (CVP) : Le ministre a pu déduire du débat en commission que nous n'avons pas non plus de solution à offrir pour concrétiser l'activation. Nous nous interrogeons néanmoins sur le caractère isolé de la mesure, indépendamment du phénomène social du "burn-out", de la planification de carrière, etc.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : En commission, nous avons clairement indiqué que le CVP est partisan d'un débat constructif sur le problème des pensions.

Les incitants financiers ne suffiront pas à augmenter le taux d'activité. Certaines personnes ne sont plus en mesure de travailler en raison de problèmes physiques ou psychiques.

M. **Filip Anthuenis** (VLD) : Les mesures d'encadrement suivront. Le VLD votera en faveur de ces propositions.

– *La séance est levée à 13h10.*

– *Prochaine séance plénière de la Chambre, ce mercredi 12 juillet à 14h15.*

EXCUSES

Devoirs de mandat : M. Aimé Desimpel

Raisons de santé : Mme Fientje Moerman

Membres du gouvernement fédéral :

M. Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale : à l'étranger

M. Antoine Duquesne, ministre de l'Intérieur : en mission à l'étranger

ANNEXE
SÉANCE PLÉNIÈRE
MERCREDI 12 JUILLET 2000

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

COMMISSIONS

Rapports déposés

Les rapports suivants ont été déposés :

au nom de la commission des Finances et du Budget,

– par M. Eric van Weddingen, sur le projet de loi visant à modifier les articles 34, § 1er, et 39 du Code des impôts sur les revenus 1992 (amendé par le Sénat) : n° 746/3 ;

au nom de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société,

– par Mme Michèle Gilkinet, sur la proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de modifier la dénomination des centres publics d'aide sociale : n° 114/3 ;

au nom de la commission de la Justice,

– par M. Bart Somers, sur la proposition de loi (M. Geert Bourgeois) introduisant de nouveaux moyens de télécommunication dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire : n° 38/8 ;

– par Mme Jacqueline Herzet et M. Servais Verherstraeten, sur le projet de loi modifiant diverses dispositions légales en matière de tutelle des mineurs : n° 576/9 ;

au nom de la commission des Naturalisations,

– par M. Claude Eerdekens sur les demandes de naturalisations : n° 772/1 ;

au nom de la commission de la Comptabilité,

– par M. Dirk Pieters, sur l'exécution des budgets du Collège des médiateurs fédéraux pour les années budgétaires 1999 et 2000 – Compétence de contrôle de la Chambre des représentants : n° 771/1 ;

– par Mme Zoé Genot, sur les comptes du Collège des Médiateurs fédéraux de l'année budgétaire 1999 : n° 773/1 ;

au nom de la commission des Affaires sociales,

– par Mme Kathleen van der Hooft, sur le projet de loi modifiant l'article 23 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier : n° 670/3 ;

au nom de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques,

– par Mme Marie-Thérèse Coenen, sur le projet de loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses : n° 756/7 ;

au nom de la commission spéciale du Règlement et de la Réforme du travail parlementaire,

– par Mme Marie-Thérèse Coenen, sur les propositions de modification du règlement de la Chambre en ce qui concerne le compte rendu des débats : n° 787/1.

au nom de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique,

– par Mme Kristien Grauwels, sur la proposition de loi (Mme Els Van Weert et MM. Danny Pieters et Karel Van Hoorebeke) modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives : n° 454/2.

INTERPELLATIONS

Demandes

Le Bureau a été saisi de demandes d'interpellation de :

– M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les déclarations du ministre de la Justice concernant l'affaire Yerodia".

(n° 464 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– M. Ferdy Willems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les démarches qui pourraient être entreprises à l'encontre de son homologue congolais, M. Yerodia".

(n° 465 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– M. Karel Pinxten au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le mandat d'arrêt international lancé contre le ministre des Affaires étrangères du Congo, M. Yerodia".

(n° 466 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– M. Jean-Pol Poncelet au premier ministre, au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Justice sur "le mandat d'arrêt international délivré à l'encontre du ministre congolais des Affaires étrangères, Monsieur Yerodia".

(n° 467 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– Mme Simonne Creyf au secrétaire d'État à l'Énergie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports sur "la libéralisation du marché de l'électricité".

(n° 468 – renvoi à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture) - M. Bart Laeremans à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "la caudotomie pratiquée sur les chevaux de trait brabançons".

(n° 469 – renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société)

– M. Jean-Pol Poncelet au ministre de la Justice sur "le mandat d'arrêt international délivré à l'encontre du ministre congolais des Affaires étrangères, Monsieur Yerodia".

(n° 470 – renvoi à la commission de la Justice)

– Mme Simonne Creyf au secrétaire d'État à l'Énergie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports sur "la libéralisation du marché de l'électricité".

(n° 468 – renvoi à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture)

– M. Bart Laeremans à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "la caudotomie pratiquée sur les chevaux de trait brabançons".

(n° 469 – renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société)

– M. Jean-Pol Poncelet au ministre de la Justice sur "le mandat d'arrêt international délivré à l'encontre du ministre congolais des Affaires étrangères, Monsieur Yerodia".

(n° 470 – renvoi à la commission de la Justice)

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Décisions

Conformément à l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, je vous communique que la commission parlementaire de concertation a pris les décisions suivantes en sa réunion du 10 juillet 2000 :

Conformément à l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et en application de l'article 80 de la Constitution, la commission a déterminé les délais dans lesquels le Sénat aura à se prononcer sur les projets de loi suivants, pour lesquels le gouvernement a demandé l'urgence :

a) pour le projet de loi portant suppression progressive de la contribution complémentaire de crise sur les revenus des personnes physiques (doc. Chambre n° 781/1 – 1999/2000)

La commission a décidé de fixer le délai d'évocation à 4 jours et le délai d'examen à 15 jours.

b) pour le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation des marchés financiers et diverses autres dispositions (doc. Chambre n° 782/1 – 1999/2000)

La commission a décidé de fixer le délai d'évocation à 4 jours et le délai d'examen à 15 jours.

Pour information

COUR D'ARBITRAGE

ARRÊTS

En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

– l'arrêt n° 84/2000 rendu le 5 juillet 2000 relatif à la question préjudicielle concernant l'article 277 du décret de la Communauté flamande du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande, posée par le Conseil d'Etat par arrêt du 19 janvier 1999, en cause de H. Meert contre la "Erasmushogeschool Brussel"

(n° du rôle : 1636)

– l'arrêt n° 85/2000 rendu le 5 juillet 2000 relatif à la question préjudicielle concernant l'article 14 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, posée par le tribunal correctionnel de Bruxelles par jugement du 25 mai 1999, en cause du procureur du Roi, de Gil B et autres

(n° du rôle : 1690)

– l'arrêt n° 86/2000 rendu le 5 juillet 2000 relatif aux recours en annulation des articles 63 à 68, 84 à 91 et 202 du décret flamand du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, introduits par P. Snoy, M.-N. Orban, J. De Backer, P. Nys, N. Nys, F. Kamp et l'Union professionnelle du secteur immobilier

(n^{os} du rôle : 1700, 1701, 1703, 1710, 1725 et 1832)

– l'arrêt n° 87/2000 rendu le 5 juillet 2000 relatif au recours en annulation de la loi du 15 décembre 1998 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du

secteur public et aux chômeurs mis au travail dans ce secteur, introduit par la Centrale générale des services publics

(n° du rôle : 1717)

Pour information

INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ

RAPPORT

Par lettre du 27 juin 2000, l'administrateur général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité transmet le rapport annuel 1999 de l'INAMI.

Renvoi à la commission des Affaires sociales

CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AVIS

Par lettre du 30 juin 2000, le président du Conseil fédéral du Développement Durable transmet les avis suivants :

– Avis sur le sixième programme d'action en matière d'environnement de l'Union européenne

(à la demande de la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement) ;

– Avis sur les substances et les préparations dangereuses

(à la demande de la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement) ;

– Avis sur les concessions domaniales pour les éoliennes en mer (à la demande du secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports) ;

– Avis sur la note de politique Coopération au développement "La qualité dans la solidarité. Partenariat pour le développement durable" (à la demande du secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, adjoint au ministre des Affaires étrangères) ;

– Avis sur les incidences sur l'environnement et les permis et autorisations relatifs à certaines activités exercées en mer (à la demande de la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement).

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, à la commission des Relations extérieures et à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

RAPPORT

La Société nationale des Chemins de fer belges a transmis son rapport annuel 1999.

Distribution

OBSERVATOIRE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES QUALIFICATIONS

PUBLICATION

Par lettre du 10 juillet 2000, le directeur général de l'Office régional bruxellois de l'emploi transmet la dernière étude effectuée par l'Observatoire du Marché du Travail et des Qualifications, intitulée "Migrantenbevolking, arbeidsmarkt en discriminatie : Situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Renvoi à la commission des Affaires sociales et à la commission de la Justice